

La lutte pour une Palestine libre est une lutte des travailleurs

Des statistiques sinistres

Deux ans se sont écoulés depuis que l'État d'Israël a lancé son offensive contre la population de la bande de Gaza pour l'enlèvement et le meurtre de 1 450 civils et militaires israéliens. Le nombre de morts à Gaza [serait de 66 100ⁱ](#). Sur la base des analyses les plus rigoureuses et les plus détaillées réalisées par des statisticiens, des épidémiologistes, des spécialistes des traumatismes et des experts en guerre urbaine, des revues scientifiques telles que [The Lancetⁱⁱ](#) et [Natureⁱⁱⁱ](#) ont démontré de manière crédible que ce nombre estimé de morts est largement sous-estimé, [de près de 40 %^{iv}](#).

L'opération militaire israélienne dans la bande de Gaza a fait l'objet d'une attention particulière et fait actuellement l'objet d'enquêtes pour crimes de guerre. Les bombardements israéliens ont été aveugles, visant des écoles, des maisons et des hôpitaux. Même [les chiffres de l'armée israélienne^v](#) indiquent que cinq Palestiniens sur six tués par les forces israéliennes à Gaza étaient des civils.

L'avenir des Palestiniens de la bande de Gaza, qui comptaient 2,3 millions d'habitants avant la guerre, est incertain. Les fondements de la civilisation ont été systématiquement démantelés. Deux années de violence quasi continue, d'absence de soins médicaux, de déshydratation et de famine forcées ont transformé Gaza en un paysage de désolation, où près de la moitié des victimes sont des femmes et des enfants et où des centaines de milliers de personnes sont déplacées, mutilées et traumatisées, beaucoup sans nourriture, sans eau et sans abri. Il ne reste que peu d'infrastructures physiques et humaines. L'ordre public s'est effondré. L'État israélien a pris pour cible et éliminé des dizaines de médecins, d'infirmières et de personnel médical, d'ambulanciers et de secouristes, d'ingénieurs, de travailleurs humanitaires, de journalistes et d'enseignants de Gaza. Outre les nombreuses horreurs physiologiques et psychologiques, la population survivante est confrontée à des défis monumentaux pour se relever et se reconstruire.

Selon le [Programme alimentaire mondial^{vi}](#), les déplacements répétés, les restrictions sévères à l'accès humanitaire, les interruptions et les obstacles répétés à l'accès à la nourriture, à l'eau, à l'aide médicale, au soutien à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche, ainsi que l'effondrement des systèmes de santé, d'assainissement et de marché, ont poussé la population à la famine.

Évolutions au sein de la communauté internationale

L'Afrique du Sud a déposé une plainte devant la [Cour internationale de justice](#)^{vii} accusant l'État d'Israël d'avoir violé la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide lors de son offensive militaire sur Gaza. Cette accusation est désormais courante parmi les dirigeants du [Sud](#)^{viii}, onze autres États, pour la plupart d'Amérique latine, ayant demandé [le statut d'intervenant](#)^{ix} dans la procédure. La Cour pénale internationale a émis [des mandats d'arrêt](#)^x à l'encontre de l'actuel Premier ministre israélien et de l'ancien ministre de la Défense du pays, au motif qu'ils portent la responsabilité pénale de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité à Gaza. En septembre 2025, [la commission d'enquête](#) internationale indépendante des Nations unies^{xi} (COI) a déterminé [qu'un génocide était en cours](#)^{xii} à Gaza et qu'il se poursuivait. Il existe un consensus croissant sur le fait que les Palestiniens de Gaza subissent un génocide depuis octobre 2023, comme en témoignent les déclarations [des dirigeants](#) israéliens^{xiii} sur leur intention manifeste de [commettre un génocide](#)^{xiv}, ainsi que les témoignages des survivants et des victimes des attaques israéliennes.

Les syndicats canadiens réclament un embargo sur les armes

Le public et les syndicats occidentaux exercent une pression croissante sur leurs gouvernements pour qu'ils cessent d'armer, de financer et d'accorder l'immunité diplomatique à l'État d'Israël. Le SCFP national l'a reconnu lors de son^{60e} congrès national en octobre 2023 en adoptant [la résolution d'urgence 804](#)^{xv}, qui appelait à un cessez-le-feu immédiat en Israël-Palestine, à la fin de la vente d'armes à Israël, à la fin de l'immunité diplomatique accordée à l'État d'Israël, à la fin du blocus de Gaza par Israël et au rétablissement de l'aide et des produits de première nécessité. Quelques mois plus tard, le Nouveau Parti démocratique du Canada a présenté avec succès un [projet de loi d'initiative parlementaire](#)^{xvi} (PMB) demandant essentiellement la même chose. Depuis lors, il est devenu évident que la plupart des Canadiens, la plupart des membres des syndicats, sont consternés par ce qui se passe à Gaza et souhaitent que leurs syndicats s'expriment plus fermement.

Les lettres adressées au gouvernement du Canada et les déclarations publiques du mouvement syndical en sont la preuve.



Congrès du travail du Canada^{xvii}



Association canadienne des employés professionnels^{xviii}



Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers^{xix}



Syndicat canadien de la fonction publique^{xx}



Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes^{xxi}



Syndicat national des employés généraux et du secteur public^{xxii}



Fédération du travail de l'Ontario^{xxiii}



Alliance de la fonction publique du Canada^{xxiv}



Unifor^{xxv}

Agissez

Il est grand temps de mettre en place un embargo sur les armes et de boycotter, désinvestir et sanctionner Israël. En tant qu'individus, nous pouvons prendre toute une série de mesures pour soutenir la liberté et la vie des Palestiniens :

- 1** [Écrivez à votre député^{xxvi}](#) pour soutenir [le projet de loi C-233^{xxvii}](#) visant à combler la lacune dans la législation canadienne sur les exportations qui permet aux armes canadiennes d'être acheminées vers Israël via les États-Unis.
- 2** Exigez que [le Canada se joigne à la plainte déposée par l'Afrique du Sud^{xxviii}](#) devant la Cour internationale de justice
- 3** [Demandez](#) au gouvernement canadien^{xxix} d'ouvrir une enquête en vertu [de la Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre^{xxx}](#) sur les citoyens, résidents et visiteurs canadiens qui ont été affiliés ou ont collaboré avec l'armée israélienne, et de poursuivre les contrevenants.
- 4** [Joignez-vous au boycott^{xxxi}](#) de [la Banque Scotia](#) pour son investissement continu dans Elbit Systems, le plus grand fabricant privé d'armes et de drones d'Israël.
- 5** Participez aux manifestations et initiatives locales de solidarité avec la Palestine [dans votre communauté^{xxxii}](#).
- 6** Ne votez pas pour [les politiciens et les partis politiques^{xxxiii}](#) qui couvrent le génocide continu d'Israël contre la Palestine.

Les habitants de la région qui souhaitent s'engager dans cet important travail de solidarité sont invités à contacter le SCFP Ontario.

Pour ce faire, envoyez un courriel à info@cupe.on.ca. Pour visiter les sites liés, consultez la fiche d'information en ligne sur cupe.on.ca.



Ensemble, nos actions combinées feront la différence.

Scannez le code QR ci-dessous pour accéder à toutes les notes de fin et aux liens

